Face à la préméditation du crime nucléaire

La nouvelle trahison des clercs

Jean-Marie Muller *

Dans l'ouvrage qu'il publia en 1927, intitulé *La trahison des clercs*[1], Julien Benda soutient la thèse que les clercs, à savoir les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, dont les principales sont la justice, la vérité et la raison, ont gravement trahi cette fonction.

Les clercs sont l'ensemble des hommes de pensée dont le prestige moral leur permet de flétrir le réalisme des États. Ils n'ont aucunement vocation de participer à l'exercice du pouvoir temporel, mais leur ministère spirituel les invite à lui rappeler sans cesse, en descendant sur la place publique, les exigences de la conscience humaine sans lesquelles la civilisation s'effondre et la vie politique se dissout. « Le clerc honore les caractéristiques mêmes de l'espèce humaine, celles sans lesquelles on n'a pas l'Homme[2]. »

Benda souligne que les hommes d'Église sont « les clercs par excellence ». Malheureusement, les clercs dont la vocation est de « prêcher au monde que l'État doit être juste se sont mis à proclamer que l'État doit être fort » : « On les a vus, toujours par leur religion de l'État fort vouloir la prépondérance, dans l'État, de l'élément militaire[3]. »

Dans son avant-propos à son livre, Benda raconte que Léon Tolstoï étant officier et voyant, lors d'une marche, un de ses collègues frapper un homme qui s'écartait du rang, il l'apostrophe en ces termes : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables ? Vous n'avez pas lu l'Évangile ? » À quoi l'autre lui répond : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires ? » S'appuyant sur cet événement qui n'est pas une simple anecdote, Benda affirme que la plupart des moralistes écoutés en France invite les hommes à se moquer de l'Évangile et à lire les règlements militaires.

---

1 Julien Benda, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1975.

2 *Ibid.*, p. 98.

3 *Ibid.*, p. 168-169.

Le 8 août 1945, deux jours après l'explosion de la bombe atomique sur Hiroshima, Albert Camus publie dans *Combat* un article dans lequel il écrit : « La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie[4]. » Il conclut : « Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous percevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison[5]. » Les dirigeants français ont choisi l'enfer et les clercs de France ont renoncé à leur faire entendre raison…

Le caractère criminel de l'emploi de l'arme nucléaire a été clairement dénoncé par la résolution de l'ONU du 24 novembre 1961. L'Assemblée Générale déclare : « Tout État qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. » Certes, la dissuasion n'est pas l'emploi de l'arme nucléaire, mais elle est la menace de son emploi et dès lors que l'emploi serait criminel, la menace de l'emploi l'est aussi, et la possession de l'arme nucléaire, dont la seule justification est la menace de son emploi, l'est déjà. Il n'est pas nécessaire que la bombe explose pour que les valeurs d'Humanité qui fondent la civilisation soient niées et reniées. Dans une société prisonnière des armes nucléaires, « on n'a pas l'Homme ».

En juin 1982, dans son message à la seconde session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement, le pape Jean-Paul II a écrit cette "petite phrase" qui allait connaître un retentissement beaucoup plus grand que toutes ses prières et tous ses vœux pour la paix : "Dans les conditions actuelles, une dissuasion fondée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi, mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralement acceptable." En réalité, en justifiant la menace d'un crime contre l'humanité, la « petite phrase » de Jean-Paul II était militairement acceptable, mais elle ne l'était pas évangéliquement.

Dans un document adopté par la Conférence épiscopale le 8 novembre 1983 et intitulé *Gagner la paix,* les évêques français ont justifié en bonne et due forme la dissuasion nucléaire en reprenant à leur compte la "petite phrase" du pape. Une « note explicative » donnée à la presse par les évêques était très claire : « Une dissuasion est encore légitime. C'est pourquoi les nations peuvent légitimement préparer leur défense pour dissuader les agresseurs, même par une contre menace nucléaire. » Les évêques français avaient-ils lu les règlements militaires ? Le fait est qu'ils les ont appliqués et qu'ils se sont moqués de l'Évangile…

Depuis, les évêques français ne sont pas venus contredire cette déclaration sacrilège. Luc Ravel, évêque aux armées, le 13 février 2014, lors d'une audition devant la Commission de la défense de l'Assemblée Nationale, précise que l'Eglise appelle à un « désarmement mondial, multilatéral, progressif et simultané » ; mais il ne s'agit là que d'un vœu pieu qui n'engage strictement à rien et ne peut avoir aucun impact sur la réalité. Il affirme ensuite « qu'en l'état du monde d'aujourd'hui, le nucléaire et la dissuasion sont nécessaires ». Là encore, la « nécessité militaire » efface l'exigence évangélique.

Pourtant, les temps ont bien changé. Dans son message du 1er janvier 2006, pour la célébration de la journée mondiale de la paix, Benoît XVI plaide en faveur du désarmement nucléaire : « Que dire des gouvernements qui comptent sur les armes nucléaires pour garantir la sécurité de leurs pays ? Avec d'innombrables personnes de

---

4 Albert Camus, *Actuelles, Chroniques 1944-1948*, Gallimard, Paris, 1950, p .82.

5 Julien Benda, *op.cit.*, p. 84.

bonne volonté, on peut affirmer que cette perspective, hormis le fait qu'elle est funeste, est tout à fait fallacieuse. » Ces deux mots employés par l'évêque de Rome à propos de l'arme nucléaire sont particulièrement signifiants : « funeste » évoque des idées de mort et de malheur, tandis que « fallacieux » évoque des idées de tromperie et d'illusion.

Combien de milliers, combien de millions de morts seraient-ils provoqués par l'emploi de l'arme nucléaire ? Combien d'Hiroshima ? À aucun moment, dans aucune crise internationale, la menace de l'emploi de l'arme nucléaire ne pourrait être opérationnelle. La menace serait dépourvue de toute crédibilité parce que l'emploi provoquerait la pire des catastrophes humaines qui serait totalement ingérable.

Quand tout est dit, l'arme nucléaire n'est pas une arme légitime de défense, mais une arme criminelle de terreur, de destruction, de dévastation et d'anéantissement À l'arme nucléaire, l'homme raisonnable, l'homme moral, l'homme spirituel, l'homme sage, l'homme enfin ne peut qu'opposer un non catégorique et définitif qui exige le désarmement unilatéral de son pays.

Bien sûr, mon interpellation des hommes d'Église s'adresse aussi aux clercs non religieux : aux philosophes et aux intellectuels qui devraient opposer toute la sagesse et toute l'intelligence qu'ils entendent professer à la folie nucléaire. Leur silence est aussi assourdissant que celui des évêques. L'assentiment des uns et des autres est une erreur contre la raison et une faute contre l'esprit. Pour vouloir briser l'idole nucléaire, point n'est besoin de croire en Dieu, il suffit de croire en l'homme.

J'entends bien que des amis me feront remarquer qu'ayant déjà à plusieurs reprises interpellé les évêques sur cette question de l'arme nucléaire, je risque fort de me discréditer en leur répétant ce qu'ils ne veulent pas entendre. Peut-être auront-ils raison ? Peut-être que mon importunité, pourtant conseillée par l'Évangile, se retournera contre moi, mais l'enjeu de ce débat n'est pas personnel. Pour ma part, je n'ai aucun crédit à défendre. « Le critérium de la moralité d'un acte, écrit Julien Benda, c'est son désintéressement[6] ». J'aimerais être à la hauteur de cette exigence.

Les mêmes insisteront en me disant qu'il est déraisonnable d'espérer que les évêques prendront le risque de l'Évangile qui leur fait si peur, sinon pourquoi ne l'auraient-ils pas déjà fait ? Mais je me refuse à considérer que l'avenir est enfermé une fatalité. Benda disait encore : « Le bien est un décret de la raison dans ce qu'elle a d'universel[7]. » Je ne veux pas croire que les évêques ont définitivement choisi l'enfer contre la raison…

Je gage que les clercs finiront par comprendre, jusqu'à l'éprouver eux-mêmes, toute la désespérance que leur comportement engendre. Contre toute espérance, je veux espérer que le jour viendra où ils comprendront qu'ils ne peuvent pas laisser mourir d'un cancer nucléaire la petite fille espérance.

* Philosophe et écrivain.

Auteur notamment de *Désarmer les dieux, Le christianisme et l'islam au regard de l'exigence de non-violence*, Le Relié Poche, 2010

Lauréat 2013 du Prix international de la fondation indienne Jamnalal Bajaj pour la promotion des valeurs gandhiennes.

Site personnel : www.jean-marie-muller.fr

---

6 *Ibid.*, p. 181.

7 *Ibid.*